



- Syrie -

Moins de 20% des besoins humanitaires ont été financés en 2017. 8 ONG alertent la communauté internationale.

Les bailleurs et les gouvernements, qui se réuniront mardi et mercredi prochains pour la conférence de Bruxelles II, doivent saisir l'opportunité de changer concrètement la vie de millions de Syriens en Syrie ainsi que dans les pays voisins. Huit ONG exigent le respect de leurs engagements antérieurs en termes de financements humanitaires et de protection des civils.

Manque de financements et d'accès pour les acteurs humanitaires

L'année 2017 est l'une des pires que la Syrie ait connues en sept ans de guerre, d'autant plus que moins de 20% des besoins humanitaires ont été financés en 2017. Les ONG alertent aujourd'hui sur le fait qu'elles seront bientôt incapables de répondre à ces besoins grandissants.

L'accès des populations à l'aide humanitaire a été quasi systématiquement compromis ou refusé par les parties au conflit causant des dommages délibérés aux civils et faisant des travailleurs humanitaires des cibles. **En 2017, seulement 47 des 172 demandes de convois de l'ONU (27,3%) ont été approuvées par le gouvernement syrien, soit une baisse significative par rapport à 2016 où 117 demandes ont été approuvées sur 258 (45,3%).**

« Le financement de la réponse humanitaire est une question critique. Sans cela encore plus de vies seront mises en danger. Mais le manque de financement n'est qu'une partie

du problème : le blocage systématique et délibéré de l'aide en Syrie doit cesser. Les travailleurs humanitaires doivent avoir un accès sans entrave aux civils. Les humanitaires syriens devraient bénéficier d'un statut spécial », explique Joelle Bassoul, porte-parole de CARE pour la crise syrienne.

« Les Syriens sont confrontés à une violence quotidienne terrifiante. Il est honteux que les dirigeants politiques se contentent de venir à Bruxelles pour dire " c'est le mieux que nous puissions faire". Les associations d'aide humanitaire syriennes sont composées de civils qui sauvent d'autres civils quotidiennement. Ce sont des partenaires clés pour toutes les ONG internationales et une bouée de sauvetage pour leurs communautés. Ils ont besoin de notre soutien », explique Arnaud Quemin, directeur de Mercy Corps pour la Syrie.

Les attaques contre les civils se poursuivent

Depuis le début de l'année 2018, les violences et les attaques qui continuent envers les civils et les infrastructures publiques comme les écoles et les hôpitaux, ont contraint près de 700 000 Syriens à fuir dans d'autres régions du pays.

Et c'est dans ce contexte, que des centaines de milliers de Syriens risquent un retour forcé en Syrie, dans des zones dangereuses où des combats sont encore en cours, dévastées par la guerre et les bombardements, sans aucun service de base.

« Les conséquences de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées sont dévastatrices. Les besoins liés à la rééducation physique, la santé mentale et les besoins socio-économiques des Syriens sont immenses. Les acteurs du déminage humanitaire devraient pouvoir intervenir en Syrie afin de permettre aux communautés de vivre dans la sécurité et la dignité », déclare Florence Daunis, directrice générale adjointe de Handicap International.

« Pour chaque Syrien retourné chez lui en 2017, on compte trois nouveaux déplacés par les violences. Actuellement, la Syrie n'est pas un pays sûr et n'est pas préparée au retour des réfugiés. Il faut que les États le reconnaissent lors de cette conférence et qu'ils s'engagent en faveur des droits des réfugiés mais aussi auprès des pays voisins de la Syrie qui ont déjà tant fait en accueillant 5,6 millions de personnes », déclare Mark Schnellbaecher, directeur régional pour le Moyen-Orient chez International Rescue Committee.

L'absence de protection juridique pour des millions de Syriens

Dans toute la région, 2,7 millions d'enfants syriens ne sont pas scolarisés. L'absence de protection juridique pour des millions de Syriens, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, continue d'affaiblir les engagements en matière d'aide, d'éducation et de création d'emplois.

« Les dernières données du terrain montrent que, malgré les décisions prises lors de la conférence précédente, un enfant syrien sur trois se voit refuser l'accès à l'éducation. Il est nécessaire de fournir des efforts supplémentaires afin de concrétiser les engagements politiques et financiers : ceux-ci doivent être significatifs pour se traduire

en changements réels pour les enfants sur le terrain », déclare Tom Krift, directeur régional de Save the Children.

« L'un des problèmes grandissants auquel nous sommes confrontés dans la région est le nombre de réfugiés syriens sans aucun statut juridique ou papier. Cela les empêche d'avoir accès aux services d'aide, de santé, à l'éducation ou encore d'obtenir un emploi. Certes, il y a eu des progrès suite à la première conférence de Bruxelles, mais ce n'est pas suffisant. Il reste encore beaucoup à faire. Il faut cesser de parler et passer à l'action », estime Carsten Hansen, directeur régional du Norwegian Refugee Council.

« Les politiciens font beaucoup de promesses mais ne se hâtent pas vraiment pour les mettre en œuvre. La conférence de Bruxelles de l'année dernière avait estimé la réinstallation des réfugiés les plus vulnérables comme une priorité, or moins de 3% des réfugiés syriens ont été accueillis dans des pays à revenu élevé. Les États-Unis ont accueilli seulement 11 réfugiés syriens cette année. Ce n'est pas acceptable », conclut Martha Lorenzo, directrice régionale d'Oxfam.

Notes aux rédactions

- Liste des ONG signataires : Christian Aid, CARE International, International Rescue Committee, Norwegian Refugee Council, Oxfam, Mercy Corps, Handicap International
- Le montant des financements nécessaires a été calculé sur la base des appels de l'ONU pour la réponse en Syrie (plan régional de réfugiés et de résilience en Syrie, et plan d'intervention humanitaire en Syrie 2018), accessibles depuis le 18 avril.
- Pour plus d'informations sur les recommandations des ONG pour la conférence de Bruxelles, lire le rapport Des promesses aux actes : Respecter les engagements pour soutenir l'avenir de la Syrie et de la région :
https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Promise to Practice_Online.pdf

Contacts médias

Nos équipes sur le terrain et à Bruxelles sont disponibles pour tout commentaire :

- HI : Melody Lacouture, 04 26 68 76 88 / n.blin@hi.org
- CARE : Camille Nozières, 07 86 00 42 75 / nozieres@carefrance.org
- Oxfam : Caroline Prak, 06 31 25 94 74 / cprak@oxfamfrance.org